



# COMBAT OUVRIER

Pour la construction  
d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et en  
Guadeloupe.  
Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et de  
Guadeloupe.  
Pour la reconstruc-  
tion de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

samedi 28 avril 1979

N° 20

PRIX : ANTILLES 1,50F  
FRANCE 2F.

Editorial

LE 1<sup>er</sup> MAI

ET LES

LUTTES DES  
TRAVAILLEURS

Les travailleurs du monde entier s'apprentent à célébrer le 1er Mai. Le premier mai, ce n'est pas un jour férié comme les autres, c'est la journée internationale de lutte des travailleurs. Depuis longtemps, la bourgeoisie veut dénaturer cette journée en la transformant en fête du travail. Somme toute en petite fête bon enfant et gentille.

Les travailleurs ont intérêt eux, à en faire une journée de démonstration de force en descendant par milliers dans les rues, en affirmant leur volonté de combattre de toutes leurs forces les capitalistes, et les patrons exploités.

Ce premier mai 79 aux Antilles sera marqué du sceau de nombreuses luttes en cours ou qui ont eu lieu dans la période précédente et qui viennent de se terminer. Ainsi, en Guadeloupe, les travailleurs de la SIG, de SORES BAR, de Renault se battent actuellement pied à pied contre les patrons pour des augmentations de salaire ou contre les licenciements. En Martinique, les employés du laboratoire à l'Hôpital Civil, ceux de la Colas, ceux de Socaltra, ceux d'Eram entament ou poursuivent des luttes, ou bien encore les ont menées récemment, toujours contre les licenciements, les bas salaires, les mauvaises conditions de travail.

Face à ces luttes, les capitalistes répondent par la répression. Ils envoient leurs CRS et Képis rouges comme à la SIG et chez Renault. Ils traînent les grévistes devant les tribunaux comme à SORES BAR, ils agressent des dirigeants syndicaux comme à l'Hôpital Civil de Fort-de-France. Mais cela ne fait que renforcer toujours plus la détermination des travailleurs.

Si les patrons savent que chaque licenciement, chaque atteinte à la dignité, chaque mesure de répression entraîne une riposte immédiate des travailleurs, ils regarderont à deux fois avant de s'attaquer à eux, et en se battant avec acharnement il est possible de les faire reculer. Partout on sent chez les travailleurs une volonté enhardie de refuser cette vie de privations et d'humiliations que les capitalistes veulent leur faire mener. Les capitalistes gâchent notre vie, et si nous voulons vraiment que notre sort change, il faudra un jour nous débarrasser d'eux et de leur système.

A condition qu'au cours de toutes leurs luttes les travailleurs forgent un mouvement révolutionnaire qui dépassera les limites de la lutte syndicale, il est possible qu'ils balayent le vieux monde capitaliste et qu'ils changent vraiment la vie.

## PàP : S.I.G. : Les travailleurs reprennent la lutte !



A l'heure où nous écrivons, l'ensemble du personnel de la SIG est en grève pour s'opposer aux licenciements qui pèsent sur une vingtaine d'entre eux.

Rappelons que le problème de licenciement de ces travailleurs s'est posé depuis le mois de décembre de l'année dernière. A l'époque, la réaction des travailleurs avait été spontanée, ils s'étaient mis en grève et une inter-syndicale regroupant la CGT,

l'UGTG, FO avait été créée. Et à la suite de discussions entre les syndicats, la direction de la SIG et de l'intervention du Conseil Général, les licenciements avaient été suspendus. Mais comme il fallait s'y attendre ce n'était qu'un recul provisoire de la part des dirigeants de la SIG. Ils s'attaquent à nouveau aux travailleurs mais ceux-ci, et en particulier les employés du service d'entretien, sont décidés à s'opposer

à tout licenciement car ils savent bien que derrière ces 20 premières menaces de licenciement, c'est l'ensemble du personnel de l'entretien qui est visé.

Plusieurs rencontres ont déjà eu lieu entre la direction et l'inter-syndicale. Mercredi 18 lors des négociations, les grévistes ont bloqué les patrons au local de la direction au Raizet et ceux-ci ont fait appel aux gendarmes, tandis que le samedi suivant ces travailleurs ont manifesté devant la sous-préfecture de Pointe-à-Pitre avec banderoles et pancartes sur lesquels ils exprimaient leur refus des licenciements.

Dans la lutte qu'ils mènent actuellement contre les licenciements, les travailleurs de la SIG ont déjà exprimé leur mécontentement et leur intention de ne pas se laisser faire. L'ensemble de la population et en particulier les locataires de cette société doivent être solidaires d'eux. Et ils sont même doublement concernés car les employés de l'entretien qui sont les plus menacés par ces licenciements sont indispensables à la propreté et à l'entretien des appartements et des immeubles. Ceux-ci sont justement mal entretenus du fait d'un personnel en nombre insuffisant, or ne voilà-t-il pas que plutôt que d'embaucher, la SIG se propose de licencier. Tout cela prouve que les dirigeants de la SIG ne se soucient que de couler du béton et de se remplir les poches sur le dos des locataires sans se soucier des conditions d'hygiène qui règnent dans les immeubles et aux alentours.

C'est donc que la lutte des travailleurs de la SIG concerne aussi l'ensemble des locataires et leur soutien sera important pour les grévistes qui ont bien compris que la lutte est bien plus payante que toute intervention de « nos élus » au Conseil Général.

Photo Geber

## MARTINIQUE : L'affaire des jeunes sur les plages QUAND LE COLONIALISME SEME LA VIOLENCE

Manifestons le 1<sup>er</sup> Mai !

POINTE-A-PITRE :

A 9h AU HALL DES SPORTS

*Bien que nous ne partagions pas toujours la tactique et le point de vue des organisations syndicales dans les luttes des travailleurs, nous appelons tous les travailleurs et nos sympathisants à se joindre aux manifestations prévues par l'inter-syndicale composée de la C.G.T.G., l'U.I.G.-CFDT, F.T.G., Specog, Comité des fonctionnaires CGT. Cette année, après le meeting et le défilé dans les rues de Pointe-à-Pitre il est prévu un buffet et ensuite des projections débats.*

*Il sera intéressant de participer à ces débats dans lesquels seront discutés les problèmes de la lutte de classes et les problèmes du mouvement ouvrier.*

A FORT-DE-FRANCE

*Nous appelons les travailleurs à participer nombreux au défilé.*

*Le rendez-vous est prévu à 15h à la Maison des Syndicats.*

Depuis le gros titre de France-Antilles du 20 Avril, publiant en première page les photos de quatre jeunes gens arrêtés et d'un cinquième en fuite, tandis que la dernière page de ce journal en montrait trois autres, également arrêtés et qui sont tous actuellement sous les verrous, aucune autre information n'a filtré sur cette affaire; France-Antilles, d'habitude si friand de faits « à scandales » est resté muet depuis une semaine sur ce sujet.

ne sur ce sujet.

Ce fait à lui seul pourrait paraître étrange si on ne savait à l'avance que l'« affaire » en question a tout pour gêner ces messieurs de France-Antilles, qui sont les défenseurs zélés des gendarmes, du préfet et des colonialistes français en général.

En effet, ces jeunes, organisés en bande, auraient attaqué des Blancs sur des plages,

Suite page 3

## SITUATION DEPLORABLE DES SINISTRES Saint Vincent: le volcan n'est pas seul en cause

Voilà plus de 15 jours que toute la population du nord de Saint-Vincent a quitté la région en raison de la réactivation de la Soufrière.

Depuis, le volcan se manifeste régulièrement sous forme d'éruptions de cendres ou de vapeur d'eau, de grondements et aussi d'émissions de nuées ardentes.

D'après les observations des spécialistes,

la chambre magmatique s'agrandit. Ces faits ne permettent pas d'envisager le ralentissement et encore moins l'arrêt des phénomènes volcaniques violents, dans les prochains jours.

Près de 20 000 personnes ont dû se réfugier dans les zones moins dangereuses de l'île, laissant derrière elles villes et commu-

Suite page 4

# RIVIERE - PILOTE : MARIE-JEANNE ELU CONTRE LA VOLONTE DU POUVOIR COLONIAL !

Alfred Marie-Jeanne a été réélu conseiller général de Rivière-Pilote avec plus de 59 % des suffrages exprimés. Il devance ainsi son adversaire giscardien Adenet-Louvet de 1000 voix environ, et retrouvera le Conseil Général avec un mois de retard sur les 17 autres conseillers élus ou réélus au mois de Mars.

Les élections n'avaient pu se dérouler normalement à Rivière-Pilote car le candidat de la droite, Adenet-Louvet avait utilisé diverses combines pour se faire élire, l'une de celles-ci étant la multiplication des candidatures fictives. La victoire électorale semblait acquise cependant à Marie-Jeanne quand des commandos de partisans d'Adenet-Louvet avaient interrompu par la force les opérations électorales dans deux bureaux de vote, brisant les urnes ou déchirant les feuilles d'émargement.

Il avait donc fallu procéder à de nouvelles élections qui ont eu lieu Dimanche 22 Avril.

Mais auparavant, la campagne électorale avait été marquée par plusieurs faits, dont l'inscription comme candidats de 95 partisans de Marie-Jeanne. Ce dernier faisait ainsi la preuve de l'appui réel qu'il avait auprès d'une fraction de la population.

Face à cela, les autorités coloniales en la personne du sous-préfet du Marin ont fait pratiquement régner l'état de siège dans la commune de Rivière-Pilote. Des dizaines de gendarmes ont stationné durant toute la campagne électorale dans la commune.

Le jour même du vote, le bourg était investi par les gendarmes, tandis qu'un arrêté de la sous-préfecture interdisait tout attroupement. Dans la foulée, on recom-



DES ELECTIONS SURVEILLEES

mandait aux automobilistes de ne pas pénétrer à Rivière-Pilote. Tout ce déploiement de forces avait un but : intimider si possible les électeurs de Marie-Jeanne et favoriser ainsi l'élection d'Adenet-Louvet.

Ce secret espoir des autorités coloniales aura été déçu. Marie-Jeanne a été réélu, augmentant même de 400 voix par rapport aux municipales de 1977 son avance sur Adenet-Louvet.

Mais on constate encore une fois l'attitude criminelle du colonialisme qui multiplie le nombre des gendarmes et autres légionnaires lors des opérations électorales

sachant fort bien que cela peut provoquer des incidents allant jusqu'au bain de sang. Ce fut le cas lors des élections de 1924 organisées par le gouverneur Richard qui firent plusieurs dizaines de morts en Martinique, ou comme celles du Moule en 1953, marquées elles-aussi par plusieurs morts.

Dans tous ces cas, le colonialisme porte la responsabilité du sang répandu et que l'on ne soit pas arrivé jusque-là à Rivière-Pilote ce 22 Avril est pour une bonne part un effet du hasard.

J. BRUEL

## FR3 GUADELOUPE : LES AUDITEURS OBTIENNENT LE MAINTIEN D'UNE EMISSION

Jeudi 19, dans l'après-midi, on apprenait que l'émission radiophonique hebdomadaire de Robert Dieupart «ti kam» était supprimée. Un des principaux animateurs de l'émission vint exprimer au micro son ressentiment et, la colère dans la voix, il reprocha à la direction de FR3 d'avoir supprimé l'émission sans raison valable, émission qui, dit-il, était aimée et appréciée de bon nombre de personnes. Il appela les auditeurs à réagir contre cette mesure arbitraire.

Aussitôt plusieurs personnes téléphonèrent à la direction de FR3 pour exiger le maintien de l'émission.

Face à la colère des auditeurs, la direction de FR3 décida alors de revenir sur sa décision et maintint l'émission. Elle reprendra dans quinze jours.

Comme d'habitude, les raisons invoquées par la direction pour tenter de supprimer l'émission étaient cousues de fil blanc, des auditeurs se plaindraient de son peu d'intérêt, l'on y tiendrait des propos déplacés... En fait les «auditeurs qui se plaignent»

sont bien souvent des hommes politiques de droite ou de fiéffés réactionnaires quand ce n'est pas carrément le préfet. C'est ainsi que des émissions précédentes de Michel Reinette avaient été plusieurs fois censurées et interdites avant que leur auteur ne se voie contraint de partir. Ces émissions traitaient de problèmes sociaux, historiques ou culturels guadeloupéens.

En réalité, ce que reproche l'administration à ces émissions sans toujours l'avouer clairement, c'est surtout le fait qu'elles soient en créole et que la liberté de propos y soit très large. Leurs auteurs y expriment quelquefois un point de vue original, elles sont alors jugées «politiques», «engagées» voire «subversives».

En ce qui concerne l'émission du jeudi après-midi, quoi qu'on en pense, elle a au moins un aspect intéressant. Trois animateurs s'y expriment sur différents aspects de la vie locale, les coutumes et les habitudes du pays, et tout cela dans un créole plein d'humour.

Il n'est pas étonnant que cette émission ait plu à un grand nombre d'auditeurs, et pas étonnant non plus que la censure colonialiste ait joué.

La liberté de création, d'expression et de discussion nécessaire à une véritable diffusion de la culture et des idées, cela est contraire aux principes de FR3. Bien au contraire, cette station remplit conjointement à France-Antilles un rôle d'aliénation de masse au service du pouvoir colonial.

En tous cas la réaction des auditeurs fut positive ce jeudi 19 avril. C'est comme cela qu'il faut répondre à chaque atteinte de la direction de FR3 à la liberté d'expression.

Si les auditeurs mécontents intervenaient chaque fois de la sorte, il serait possible d'obliger la direction de FR3 à modifier quelque peu son attitude.

C'est aussi un bon moyen de la contraindre à respecter et les animateurs et les auditeurs.

Pierre JEAN-CHRISTOPHE

## MORNE A L'EAU: LE "SOCIALISTE" SAMAN SUR LA LISTE UDF!



Abdon Saman (Ph. Roudyl)

SAMAN, maire de la commune de Morne-à-l'Eau et dirigeant du Mouvement Socialiste Départementaliste de la Guadeloupe, sera présenté sur la liste UDF aux élections européennes en juin prochain.

En fait, cette alliance entre la majorité gouvernementale et les socialistes départementalistes montre que bien peu de choses séparent politiquement ces différentes formations politiques si ce n'est l'étiquette.

Saman, ce nouveau disciple de Bernier (actuel président du Conseil Général), montre à l'instar de son maître une grande aisance dans les combinaisons et manœuvres politiques de toute nature. Car chez ces politiciens, ce qui compte avant tout ce sont bien les profits personnels qu'ils peuvent tirer de telle ou telle combinaison politique.

Et Saman «se place» pour accéder, dans un futur plus ou moins lointain, aux postes et aux honneurs. Car pour ce qui est des élections européennes, Saman est placé un peu loin sur la liste. Et si le Martiniquais Sablé a quelque chance de goûter à la «soupe», Saman, lui, devra sans doute se contenter de l'odeur...

P. M.

## GUADELOUPE ENSEIGNEMENT : AU NOM DE L'AUSTERITE ...

La politique d'austérité du gouvernement Giscard-Barre pèse de plus en plus lourdement sur le système éducatif en Guadeloupe. Faute de crédits et de moyens en personnels et équipement les conditions de travail des élèves et des maîtres se détériorent chaque jour un peu plus.

Ainsi dans le primaire les directeurs ont reçu l'ordre de conserver dans les classes de cours moyen 2ème année au moins 25 % des effectifs. Autrement dit dans tous les CM2 de Guadeloupe c'est le quart des élèves qui seront obligés de redoubler, donc d'avoir un an de retard, tout simplement parce que les collègues existant actuellement sont dans l'incapacité d'accueillir tous les élèves admis normalement en 6ème. Il s'agit là d'un véritable scandale que les parents et les maîtres doivent ensemble dénoncer. Autre mauvais coup du gouvernement la propagande entreprise depuis quelques mois auprès des élèves de 3ème et de leurs parents afin qu'ils choisissent une filière courte, type BEP au lieu d'une filière longue type 2e de lycée.

Tout est fait pour que ces élèves abandon-

Manque-t-il  
vraiment de l'eau  
en Martinique?

Après un bon mois de sécheresse, il s'est remis à pleuvoir en Martinique. Mais auparavant, la rigueur du carême avait poussé le maire de Fort-de-France à recommander à la population de diminuer la consommation d'eau, tandis que dans le Sud, les communes de Sainte-Anne et du Marin rationnaient l'eau. C'est dire donc l'importance du problème posé par le manque d'eau en Martinique.

Pourtant, cette situation n'est pas nouvelle, et c'est chaque année qu'aux environs du mois de Mars, il est recommandé à la population de diminuer sa consommation quand on n'a pas recours purement et simplement aux coupures dans la distribution de l'eau. Cependant, le problème ne se posera plus lors des pluies d'hivernage où l'on redoute plutôt les risques d'inondation. Bref, on pourrait dire que la Martinique, et plus spécialement la région Sud manque d'eau, la moitié de l'année et le reste du temps est menacée par les inondations.

Une telle situation est parfaitement connue de l'administration. Depuis maintenant plusieurs dizaines d'années, on a étudié le régime climatique de la Martinique. Des milliers de courbes, de graphiques, de schémas et de cartes ont été dessinés par des géographes, des météorologistes, des agronomes. On sait maintenant avec précision le bilan hydrographique de la Martinique, la quantité d'eau nécessaire à la population de chaque zone de la Martinique.

Mais à ce manque d'eau s'est ajouté un second problème depuis une vingtaine d'années : l'augmentation croissante de la consommation. Les branchements ont notablement augmenté, d'une part, ainsi que la consommation individuelle proprement dite, et ceci non parce que les gens seraient devenus subitement gaspilleurs, mais parce que la population est devenue avec raison plus exigeante sur le plan de l'hygiène.

Tout cela, l'administration le savait, de même qu'elle savait que chaque année, le problème deviendrait plus critique. Or, rien n'a été fait.

Il n'y a pas eu construction de nouveaux réservoirs d'eau potable vers le Sud. Les installations sont restées les mêmes, bref, l'offre est restée stable dans le meilleur des cas pour une demande croissante. Parallèlement aucune prospection sérieuse n'a été entreprise pour la recherche des nappes d'eau souterraines. Il semble qu'il y ait une vaste nappe d'eau dans la plaine du Lamentin. Rien n'a été fait pour que cette ressource supplémentaire soit exploitée, et ce n'est là qu'un exemple.

Bien entendu, la grande presse tente de faire retomber la responsabilité du manque d'eau sur Dame Nature qui a vraiment bon dos, et aussi sur la population qui ne doit pas «gaspiller».

Bref, dans ce cas comme dans bien d'autres, le visage que montre l'administration coloniale est celui de l'incurie, de l'incapacité à prévoir et du mépris le plus complet des besoins de la population.

Jacques BRUEL

donnent l'idée de poursuivre des études supérieures. Il leur est notamment dit qu'ils peuvent plus facilement trouver du travail avec un BEP qu'avec un diplôme d'études supérieures.

Là aussi les raisons d'une telle propagande sont les mêmes : il n'y a pas suffisamment de lycées en Guadeloupe. Pour masquer la pénurie de lycées le gouvernement en détourne ceux qui peuvent normalement y accéder.

A l'école Normale il est question de supprimer un poste d'Espagnol et un poste d'enseignement d'Anglais. Toutes ces informations démontrent une chose : la volonté du gouvernement capitaliste et colonialiste de réaliser des économies en réduisant le niveau de connaissances des jeunes, alors que dans le même temps il accorde des subventions énormes au patronat et entretient une coûteuse armée.

Jusqu'où parents et enseignants le laisseront-ils faire ?

Jean IGNACE

## FORT-DE-FRANCE: CENTRE HOSPITALIER

**AU LABORATOIRE  
LA GREVE CONTINUE...**

A l'heure où nous écrivons la grève continue toujours aux laboratoires des hôpitaux Clarac et Civil de Fort-de-France.

Cette grève a débuté le Mardi 17 Avril pour exiger le reclassement en tant que laborantins des aides-laborantins et des aides techniques, qui tout en accomplissant la même tâche que les laborantins recevaient un salaire deux fois moindre.

Plusieurs réunions ont déjà eu lieu avec la direction et celle-ci refuse toujours de reclassement les 11 employés concernés. Elle propose que les travailleurs passent un concours, ce qui en cas de succès permettrait leur titularisation. Mais jusqu'à présent, les grévistes se montrent avec juste raison très méfiants par rapport à ces propositions et ils n'entendent pas reprendre le travail sans des garanties précises concernant leur intégration éventuelle chez les laborantins.

En tout cas la grève se poursuit avec détermination car la quasi-totalité des personnels de laboratoire participe à la grève.

**L'ASCENSEUR EST BLOQUE  
ET LEOCADIE DEBLOQUE**

*Samedi 20 avril dans l'après-midi, une employée du centre est restée bloquée durant 35 minutes dans l'ascenseur du bâtiment Cardio-Pneumologie à Civil.*

*Lorsque finalement elle a pu être délivrée, Léocadie le directeur qui avait été appelé sur les lieux, n'a pas trouvé mieux à faire qu'à invectiver l'employée sous prétexte qu'elle n'avait pas à se servir de l'ascenseur. Pourtant autant qu'on le sache, cet appareil est fait pour que l'on s'en serve !*

*Voilà donc un autre exemple du caractère inhumain de ce chef du personnel qui ne conçoit ses relations avec les travailleurs que sous forme de menaces, de cris et d'insultes quand ce n'est pas sous forme de bagarre pure et simple.*

*Mais à force de faire le fier-à-bras, ce monsieur s'attire de plus en plus la réprobation des travailleurs du CHFF. Ils en ont assez de ce major de quartier qui se sent de passer des ailes depuis qu'il est directeur du personnel.*



Notre camarade Ghislaine JOACHIM-ARNAUD

**LEOCADIE S'ATTAQUE A  
NOTRE CAMARADE JOACHIM**

*Après l'incident de l'ascenseur, le sieur Léocadie s'est fâché, parce que notre camarade Joachim lui a reproché son attitude lors de cet incident.*

*Il rabroue notre camarade, met son auto en marche et braque le volant dans sa direction.*

*Notre camarade n'a dû son salut qu'à la rapidité de ses réflexes, mais a été quand même frappée à la jambe. Voyant cela, Léocadie déclare cyniquement «vous n'avez pas la jambe cassée. De toute façon, vous êtes une excitée».*

*Et il s'enfuit comme un bandit. Notre camarade ainsi que les employés du CHFF ne sont pas décidés à en rester là.*

**EDF MARTINIQUE  
LA DIRECTION EN CAMPAGNE**

La direction de l'EDF a profité d'une campagne de sécurité sur la route entre le domicile et le lieu de travail, faite par l'EDF en France pour sortir une note de 3 pages.

Elle lance un appel pressant au personnel pour faire de cette campagne une réussite en participant au concours qui lui est associé.

Mais elle en profite surtout pour rejeter la responsabilité des accidents sur les agents : «la majorité des accidents est due à un mauvais comportement des agents» écrit le chef de centre.

On voit bien là le cynisme de ce monsieur qui ne se risque pas à venir au travail avec les 4L ou les bâchées de rebut de l'EDF, mais a à sa disposition une 504 berline parfaitement entretenue et avec chauffeur, tout cela aux frais de l'entreprise bien entendu !

## Pointe-à-Pitre : PRISUNIC - VILLE

**LA MENACE A PORTE!!!**

A la fin du mois de mars, le directeur avait fait savoir que les heures supplémentaires ne seraient plus payées, mais «compensées» par des heures de travail normales.

Le mécontentement face à cette décision était d'autant plus vif que nous n'avions pas été avertis à temps.

Pour les camarades à la réception des marchandises, le problème s'est posé très sérieusement. En effet, il arrive régulièrement que le patron leur demande de rester jusqu'à 19h30 ou 20h pour décharger ses marchandises périssables.

Ces camarades ont averti qu'ils ne feraient pas d'heures supplémentaires selon ces nouvelles conditions.

A leur grande surprise, le dernier «frigo» (marchandises nécessitant une conservation particulière) est arrivé à Prisunic-Ville aux environs de 15h30. Et à l'heure de fermeture normale, tout le travail était terminé.

La menace a donc porté juste. Jusqu'à présent il n'était d'après le patron, pas possible de recevoir les marchandises à temps pour les débarquer durant les heures normales. Il a suffi que l'on montre notre mé-

contentement pour que le patron trouve une autre solution.

Preuve que les heures supplémentaires n'étaient pas si nécessaires que cela !

**LES HEURES SUPPLEMENTAIRES  
NE PROFITENT QU'AU PATRON**

Certains travailleurs préfèrent se voir payer les heures supplémentaires plutôt que de les récupérer, car le patron impose ces récupérations à l'heure où ça l'arrange, et qui n'arrangent jamais les camarades, étant donné que leur emploi du temps est déjà organisé.

Mais si les heures supplémentaires payées arrondissent quelque peu notre maigre budget, elles sont avant tout du bénéfice net pour le patron, car elles lui évitent d'embaucher du personnel supplémentaire en surexploitant celui déjà en place.

Nous travaillons déjà suffisamment pour donner encore quelques heures de notre temps au patron. Plutôt que de faire des heures supplémentaires payées, battons-nous pour de meilleurs salaires !

**HOPITAL - GUADELOUPE  
PENURIE DE PERSONNEL  
EN MEDECINE C.**

Le service de médecine C est le plus grand service de médecine, comprenant 75 lits (sans brancard), et nous sommes en nombre très restreint pour soigner les malades.

Nous avons de très nombreux malades grabataires, fatigués, qui réclament une surveillance constante, avec une trentaine de toilettes à faire le matin; des perfusions à poser et à surveiller.

Le service est immense, il faut marcher beaucoup d'une salle à l'autre. Souvent, il n'y a que 2 infirmières le matin.

Ces conditions de travail sont inacceptables pour nous et aussi pour les malades qui ne peuvent être soignés correctement.

**FORT-DE-FRANCE**

**ERAM DE NOUVEAU EN LUTTE**

Grâce à leur grève, les travailleurs avaient obtenu la réintégration de la responsable du magasin et l'annulation des mesures de lock-out.

Mais entre temps, un incendie a éclaté dans l'entreprise et la direction, prenant prétexte de ce fait, a annoncé qu'elle ne pourrait reprendre que 7 ouvriers et que les autres (une vingtaine) seraient mis en chômage technique.

C'est contre cette décision que les travailleurs se sont remis en grève le mercredi 18.

## L'AFFAIRE DES JEUNES SUR LES PLAGES: QUAND LE COLONIALISME SEME LA VIOLENCE ( suite de la page 1 )

laissant derrière eux quelques blessés légers et quelques véhicules endommagés. C'est tout au moins la version de France-Antilles.

Mais ce journal laisse soigneusement dans l'ombre certains éléments de cette affaire.

Il ne dit pas d'abord que l'un des témoins de ces agressions sur la plage du Lido à Schœlcher, un jeune Martiniquais qui n'avait rien à voir avec les agresseurs et qui se baignait tout simplement, a été arrêté par les gendarmes de Schœlcher, emmené à la gendarmerie et roué de coups. Les gendarmes voulaient lui faire dire le nom de ces jeunes qu'il ne connaissait pas. Pour cela ils lui ont passé les menottes, puis l'ont giflé, l'ont frappé à coups de pied et de poings, l'ont fait mettre à genoux sur une règle en fer, ceci pendant environ cinq heures, puis ils l'ont emmené au cachot. Une fois qu'ils l'en ont sorti, il a réussi à s'enfuir. Il aurait porté plainte, mais le Procureur de la République interrogé à ce sujet déclare ne rien savoir des sévices auxquels se sont livrés les gendarmes, ni de la plainte déposée par la victime.

Ensuite, il se trouve que l'un des jeunes gens si complaisamment montrés en photo par France-Antilles, a été violemment agressé et battu par des militaires français sur la plage de Madiana, ceci après les jours de Carnaval, et qu'il portait encore les traces de ces coups lorsqu'on est venu l'arrêter la semaine dernière.

Mais toute cette affaire, telle qu'elle est présentée, est pour le moins louche, car rien de précis n'a été dit. Il semble que les autorités judiciaires et militaires, couvertes par France-Antilles, s'attachent à noyer le poisson, à faire un amalgame volontaire entre différents faits divers concernant des jeunes, à exagérer des faits et à dramatiser certains aspects de cette affaire, tout en en passant d'autres sous silence. Qui a fait quoi et comment ? Sur quelles preuves ou quelles présomptions ces jeunes gens ont-ils été arrêtés et mis en prison ? De quoi les accuse-t-on exactement ? Quels traitements ont-ils subis en prison ? Nul ne le sait.

Le qu'on sait par contre c'est que les militaires et les gendarmes sont ici en tant que forces de répression coloniales, qu'ils ont le coup de poing facile contre les «Nègres» et plus particulièrement les jeunes, et qu'ils ont l'exemple encore frais de la guerre d'Algérie où leurs collègues de l'armée coloniale française se sont livrés à la torture et aux sévices les plus graves contre les Algériens. L'Algérie est aujourd'hui libre et indépendante. Mais le colonialisme français n'est pas mort ailleurs.

Ces gendarmes et ces militaires se considèrent ici en pays conquis. Ils veulent y faire la loi. Ils agissent au nom de «la France» et s'estiment autorisés à frapper, juger, emprisonner et maltraiter n'importe qui dans ce pays à partir du moment où une tête ne leur revient pas. Ils protègent les racistes de tous poils qui agressent continuellement les gens de ce pays. Ils sont eux-mêmes gangrénés par le racisme, et plus d'un Martiniquais a déjà eu affaire à leur mépris et leur arrogance.

Alors, si certains aspects de cette affaire ne sont pas clairs, une chose est au moins sûre : c'est que les provocations et les humiliations que font subir les défenseurs de l'ordre colonialiste aux habitants de ce pays ne peuvent rester indéfiniment sans réponse et qu'il ne faut pas s'étonner si elles provoquent des retours de bâton. Il arrive un moment où le seuil de tolérance est dépassé et où certains comportements racistes appellent inévitablement réaction violente en retour. C'est ce que se prépare tout colonialisme qui opprime et humilie.

De toute façon, cette affaire n'est certainement pas terminée.

C. G.

**REUNION PUBLIQUE  
DE COMBAT OUVRIER  
POINTE-A-PITRE  
Thème : Racisme et colonialisme**

**Lundi 30 Avril à 19h  
Centre Rémy Nainsouta.**

### ERRATUM

Dans le numéro précédent de COMBAT OUVRIER, une erreur de montage a dénaturé l'écho que nous avions fait sur la grève des laboratoires. En effet, nous voulions inclure un communiqué des grévistes entre les deux paragraphes de l'écho. Or le communiqué a sauté, ce qui laissait entendre que la seconde partie de l'écho était le communiqué des grévistes. Ce n'est bien entendu pas juste et nous demandons à nos lecteurs de nous en excuser.

### LABORATOIRE

*GREVE du personnel  
des 3 labos*

*-Revendications*

*-Reclassement immédiat  
au grade de laborantins, des  
agents faisant fonction.*

*-Titularisation des contractuels.*

*Travail égal  
= Salaire égal*

### SOCALTRA

**TOUT ÇA, C'EST DU CINEMA !**

*Mercredi dernier, nous avons eu les honneurs de la télévision... mais sans savoir pourquoi, puisque ce n'est que le vendredi que nous avons su pourquoi deux d'entre nous avaient dû rouler des fûts dans la cour ! Il s'agissait d'une séquence sur la fabrication des steel-bands.*

*Tout cela était fort intéressant (bien qu'on se demande encore quel rapport il a entre nous et les steel-bands ?) mais une chose est à remarquer. C'est que puisque la télé se met à l'heure du «local», elle devrait aussi de temps en temps faire des enquêtes sur les conditions de travail des ouvriers en Martinique, et notamment la Socaltra.*

*Mais la télévision est aux mains du gouvernement et des patrons, et il est certain qu'elle ne montre jamais la vérité sur le sort des travailleurs de ce pays.*

*En tous les cas, si par hasard elle se risquait à faire un reportage sur nos conditions de travail, il y a fort à parier que le patron se montrerait nettement moins coopératif !*

# SAINT-VINCENT: (suite de la page 1) Le volcan n'est pas seul en cause

nes desolées.

Jusqu'à présent on sait très peu de choses de la façon réelle dont l'évacuation s'est déroulée, et sur les conditions de vie dans les 61 centres d'hébergement qui regroupent les réfugiés. La presse parle plutôt de l'aide internationale que les grandes puissances auraient promis d'octroyer aux populations touchées.

Pourtant au fil des jours, un coin du voile est levé sur ce qu'est la vie dans ces centres. Et malgré les termes enrobés des journalistes parlant de la «patience des populations» et de «leur adaptation à la situation», il ne leur est pas possible de cacher la tristesse et même la détresse qui existe dans ces camps. Oh ! Il n'y a pas beaucoup de détails : «W.C. de fortune faits en creusant à même le sol», «la cuisine en plein air», «le combustible qui n'est autre que le coprah collecté dans l'île»... Tout cela est présenté un peu comme s'il s'agissait d'un camping de vacances où des jeunes se débrouillent...

Mais ces quelques touches donnent une idée des conditions réelles dans lesquelles

les populations sinistrées vivent, sans trop savoir jusqu'à quand. Tous ceux qui en Guadeloupe en particulier, de Capesterre à Vieux-Habitants étaient «réfugiés» en 1976, comprendront trop bien ce qui se cache derrière les qualificatifs rapides des journalistes : l'angoisse et aussi la colère bien souvent. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard que le gouverneur de Saint-Vincent fait appel au calme de la population, à son civisme et à son altruisme.

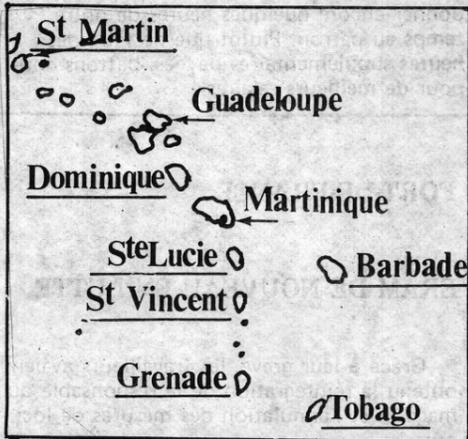
Face au dénuement qui règne dans les centres de 18 à 20 000 réfugiés l'action des grandes puissances est dérisoire et révoltante.

Voilà 15 jours que ces Etats, USA, Grande-Bretagne, Canada, France, ont annoncé qu'ils allaient envoyer une aide aux populations sinistrées. Il n'empêche que dans les camps, on manque encore de lait, de sucre, de morue, de farine et aussi de biberons et layettes pour les bébés.

Alors que ces pays dépensent des milliards et déploient des moyens techniques puissants pour déclencher des opérations militaires à des milliers de kilomètres de leurs bases comme l'opération de Kolwesi au Zaïre dont le gouvernement français s'est tant vanté l'an dernier, ils n'auraient pas les moyens de porter une aide réelle et rapide à 20 000 réfugiés ?

Une fois de plus la détresse des réfugiés de Saint-Vincent n'est pas provoquée uniquement par les caprices violents de la Soufrière mais bien par le cynisme de la société capitaliste qui refuse de mettre à la disposition de l'humanité les techniques et les moyens qui lui permettraient de diminuer les conséquences des catastrophes naturelles.

Marianne TIBUS



# RHODESIE : POUVOIR BLANC, MASQUES NOIRS

Les résultats des élections au Zimbabwe (Rhodésie) viennent d'être publiés. La presse et la radio, malgré quelques réserves, n'en présentent pas moins ce scrutin comme un succès pour Ian Smith, chef de la minorité blanche. En effet, on annonce officiellement 63,9 % de votants parmi les Noirs, ce qui tendrait à prouver que dans leur grande majorité ils acceptent le «nouveau régime», qui n'est que la continuation de l'ancien sous une nouvelle façade.

En fait, on se demande bien sur quelle base cette participation au vote a pu être calculée, puisqu'il n'existait pas de liste électorale pour les Noirs. Les urnes étaient mobiles et les Blancs, qui avaient voté plusieurs jours auparavant, étaient tous mobilisés (de 15 à 60 ans) et armés, pour faire voter les Noirs «dans l'ordre». Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les résultats soient conformes aux désirs de Ian Smith.

Selon toute vraisemblance, c'est donc l'évêque Abel Muzorewa qui sera premier



L'évêque Abel MUZOREWA

ministre, puisque son parti, le Conseil National Africain Unifié (UANC) remporte la très grande majorité des 72 sièges réservés aux Noirs. Mais il n'échappe à personne que c'est toujours Ian Smith et sa clique qui continueront à tirer les ficelles. Faut-il rappeler en effet que les Blancs, qui ne constituent que 5 % de la population, dis poseront de 28 % des sièges, que chaque ministre noir sera doublé d'un ministre blanc; que les principaux ministères (notamment la Guerre, l'Intérieur et les Finances) seront d'office attribués à des Blancs, qu'en fin et surtout, la minorité blanche conservera la haute main sur toutes les richesses du pays.

Ces élections et le gouvernement qui en est issu ne sont donc qu'une caricature de démocratie. Mais le simple fait qu'un raciste comme Smith ait été contraint de recourir à une telle solution, montre combien est grande la pression exercée par ceux qui, parmi les Noirs, ont décidé de se battre les armes à la main.

Le premier ministre blanc Ian SMITH espère que ce nouveau système — cette mascarade — trompera encore quelque temps et donnera ainsi un répit à la minorité blanche.

Mais que peuvent valoir de telles solutions — qui ne sont que combines et supercheries — face à la détermination des militants noirs qui ont choisi de se battre les armes à la main contre le pouvoir des blancs ?

# NICARAGUA: LA GUERRE CIVILE



L'armée de SOMOZA investit les villages

Depuis la chute de la ville d'Esteli, au Nord du pays, que les combattants du Front Sandiniste avaient occupée pendant quelques jours la semaine dernière, les troupes de la Garde Nationale du dictateur SOMOZA font subir un véritable état de siège à la population. Patrouilles, perquisitions, arrestations se succèdent dans les principales villes du pays, où un climat de terreur s'est installé. Les jeunes gens de 15 à 20 ans sont particulièrement visés et pourchassés, car les militaires les soupçonnent d'être des guerrilleros sandinistes; tout attroupe ment leur est interdit. Il faut dire que ces soupçons ne sont pas sans fondement puisque ce sont essentiellement ces jeunes qui ont rejoint les troupes des combattants opposés à la dictature et qui en forment la partie la plus combattive. (Rappelons que le Front Sandiniste, organisation nationaliste radicale, s'est ainsi baptisée en souvenir de Sandino, un des premiers dirigeants à mener la lutte contre la main-mise des Etats-Unis sur le Nicaragua et leur soutien à la dictature en place dans les années 30).

Mais les combattants sandinistes ne sont pas isolés : la population montre sa réelle solidarité à leur lutte et les combats de ces derniers jours en ont été la preuve : la rébellion s'est étendue du Nord au Sud du pays, et si la ville d'Esteli est tombée sous les coups de la Garde Nationale, la révolte contre la dictature haïe n'en continue pas moins à couver comme le feu sous la cendre.

Les combats de la semaine dernière auraient fait plusieurs centaines de morts, qui viennent s'ajouter aux nombreuses victimes des massacres perpétrés depuis juillet et surtout depuis septembre 78. Les troupes de SOMOZA avaient alors bombardé, tué, brûlé, et s'étaient livrées contre la population à des exactions sans nombre. Mais la violence de la répression n'avait pu que faire naître de nouveaux sentiments de révolte contre le régime du dictateur, et le nombre des insurgés depuis n'a fait que grossir. Après les récents combats de la semaine dernière, le fait que les autorités et l'armée aient laissé volontairement sans secours, sans nourriture et sans abri les 10 000 personnes sinistrées d'Esteli (soit le quart des habitants de cette ville), en bloquant les convois de la Croix Rouge, ne peut qu'envenimer la haine de toute la population pour le régime.

SOMOZA, lui, après un voyage aux Etats-Unis, vient de rentrer au Nicaragua. Sans doute s'était-il rendu aux Etats-Unis pour quêter un appui et une aide militaire que les autorités américaines ont fait mine de lui retirer en février dernier.

Le soutien des Etats-Unis sera fonction de la capacité de SOMOZA à juguler la guerre civile ou à contenir la lutte des Sandinistes. Sinon, les autorités américaines n'hésiteront pas à retirer leur soutien à un régime trop déconsidéré et affaibli.

Mais nous n'en sommes pas encore là, et dans la mesure où les Sandinistes ne

rempoignent pas encore sur le terrain de victoires décisives, les Etats-Unis continuent de fait à soutenir la dictature en place. Ainsi, les troupes de SOMOZA, qui massacrent et répriment la population, ont été entraînées par des conseillers américains et équipées d'armes américaines.

Quant à l'attaché militaire américain en poste à Managua, la capitale, il a adressé ses plus chaudes «félicitations» au fils SOMOZA qui venait d'être promu responsable en chef de la lutte contre les Sandinistes, et qui à ce titre a mené personnellement la cruelle répression de ces jours derniers.

Si les Etats-Unis attachent tant d'importance à garder le contrôle du Nicaragua, comme de tant d'autres pays d'Amérique Latine dont ils soutiennent les dictatures, c'est qu'ils y ont de puissants intérêts à défendre. Ainsi certains trusts américains comme la United Brand (anciennement United Fruit) sont implantés au Nicaragua et tiennent une partie importante de l'économie. La dictature de SOMOZA est aussi un puissant rempart contre l'explosion du mécontentement populaire provoqué par la misère et le sous-développement qui sont le lot de ce pays. La famille SOMOZA elle-même est le symbole de l'organisation économique et sociale qui prévaut au Nicaragua : propriétaire de 20 % des terres cultivables du pays, elle possède également d'énormes intérêts dans de larges secteurs de l'économie, et détient pratiquement toute la flotte marchande. Elle se livre à un pillage systématique des ressources de l'Etat prélevées sur le dos des pauvres. Pendant ce temps la grande majorité des paysans doivent quitter les maigres parcelles de terre qui ne leur permettent plus de vivre, pour aller grossir le nombre des chômeurs des villes. L'ensemble de la population est misérable et souffre de malnutrition et de toutes les maladies qui accompagnent la misère.

Ces disparités sociales, ainsi que l'oppression permanente que fait subir le régime policier de SOMOZA à la population, ne pouvaient qu'engendrer la révolte. Celle-ci est encore attisée par l'inflation galopante qui sévit et qui réduit à presque rien des salaires déjà maigres. La population en a assez de subir cette situation. Et malgré la répression qui la frappe, elle apparaît de plus en plus décidée à se débarrasser pour de bon de cette chape de plomb qui pèse sur ses épaules.

Claire GOYA

# Emigration: Assistance Publique

## UNE ACCUSATION RACISTE A L'HOPITAL NECKER

Dans le service d'ophtalmologie, la montre d'une malade a disparu.

La directrice n'a pas hésité : elle a fait tout de suite porter les soupçons sur un brancardier antillais. Elle le convoque, et une fois dans son bureau elle le traite de voleur et le menace de le retirer de la formation d'aide-soignant qu'il suit en ce moment. Et cela en assortissant ses paroles de propos racistes du genre «ça ne m'étonne pas de ces gens-là !».

Notre camarade a été accusé sans aucune preuve. Il n'a pas été le seul à avoir eu accès au chevet de la malade, mais c'est lui qu'on a accusé !

La directrice mesure l'honnêteté des employés à l'importance des galons qu'ils portent et à la couleur de leur peau. C'est du racisme, tout simplement. Cela est intolérable, et nous n'accepterons pas cette humiliation permanente qui fait que ce sont les plus mal payés et ceux qui ont la peau foncée qui sont des coupables en puissance !

## COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728